

André Flahaut : « On doit trouver 130 millions pour le budget 2016 »

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE Le ministre du Budget privilégie une approche pragmatique

► Parmi ses propositions : regrouper les infrastructures pour réaliser des économies d'échelle.

► La fermeture des centres de dépaysement n'est pas à l'ordre du jour.

ENTRETIEN

Fidèle à son habitude, André Flahaut n'a pas pris de vacances. Tout au plus quelques excursions dans le sud du pays. Sa lecture d'été ? Un gros classeur, rempli de fiches budgétaires. « Chaque ministre a reçu un exemplaire avant de partir », sourit le ministre du Budget de la Communauté française. Les négociations commenceront dans les prochains jours.

Le budget 2016 s'annonce difficile ?

La situation n'est pas facile. On l'avait annoncé dans la déclaration gouvernementale : les années 2015, 2016 et 2017 sont difficiles.

Vous devez trouver combien pour 2016 ?

On est à 130 millions sans politiques nouvelles. Je vais examiner ça, avec chaque ministre, en analysant tout, ligne par ligne. On ne fait surtout pas du linéaire, hein !

Aucun département n'est immunisé ?

Non !

Pas même l'enseignement ?

Non. Mais là, s'il faut trouver des économies, il y a des possibilités de le faire par une approche pragmatique et concrète des infrastructures.

C'est-à-dire ?

Je vais citer un exemple concret parce que c'est un dossier sur lequel j'avance pour l'instant. Ma conviction est que, quand on peut montrer que quelque chose fonctionne quelque part, c'est plus facile de l'implémenter ailleurs. A

Wavre, il y a l'Athénée royal Maurice Carême, fusionné avec l'Athénée de Rixensart ; le bâtiment est conçu pour accueillir 1.600 étudiants mais aujourd'hui, ils sont 500. Il y a donc là un espace disponible. A côté de ça, toujours à Wavre, l'enseignement provincial, l'Ipes, a deux implantations, quai aux Huîtres et Bohy. Les deux sont à l'étroit : l'un a 600 étudiants, l'autre est rempli et a 200 étudiants en attente.

L'idée ? Sans fusionner les pouvoirs organisateurs, on peut faire cohabiter sur un même site les deux établissements. C'est une colocalisation intelligente, cela permet des économies d'échelle.

C'est déjà une réalité ?

On y travaille, avec les pouvoirs organisateurs, les associations de parents. Joëlle Milquet n'est pas fermée à l'idée. Les enseignants vont garder leur statut. Mais on gagne en termes d'occupation, d'aménagement, d'entretien du site.

Vous préparez la fusion des réseaux ?

C'est peut-être souhaitable, à un certain moment. Mais quand on dit ça, les gens pensent catholique et officiel, ça, c'est un pont trop loin. Sans aller jusqu'à fusionner, rapprocher l'enseignement de la Communauté et celui des provinces, cela peut se faire. Pour réaliser des économies en équipement, en fonctionnement, en infrastructures.

On pourrait vraiment faire ça à grande échelle, et générer des économies substantielles ?

La ministre de l'Enseignement n'est pas du tout fermée à ça. On va lancer avec son cabinet une réflexion là-dessus. D'après l'inventaire des bâtiments scolaires de la Communauté, on peut mener ce type de réflexion et de projet à d'autres endroits. Et puis, ça ne concerne pas que les infrastructures scolaires : on a aussi des infrastructures en culture, en aide à la jeunesse. Il y a des besoins qui pourraient être ren-

contrés si on prenait parfois la peine de regarder de l'autre côté de la cloison qui sépare les administrations. Dans le même état d'esprit, on pourrait travailler avec la Région wallonne. Paul Magnette a d'ailleurs aussi dit qu'il fallait qu'on regarde ce qu'on pouvait faire ensemble.

Certains services de la Communauté vont déménager à Namur ?

Je ne parle pas en termes de déménagement mais plutôt de mise à disposition d'espaces sous-utilisés. C'est aussi ce qu'on essaie de faire avec Rachid Madrane, en regroupant sur des mêmes sites les Maisons de Justice, les SAJ et les SPJ. On a conclu l'accord pour ce regroupement à Dinant, on a un projet à Namur.

Pour en revenir à l'enseignement, vous allez fermer les centres de dépaysement et de plein air ?

Non, dans la proposition budgétaire que l'administration m'a transmise, ils ne sont pas menacés.

La culture se plaint, singulièrement le théâtre...

Là, on a adopté une position de transition et de sagesse. Le comité qui a remis son avis a peut-être été trop sévère. On initie un travail de réflexion. Mais j'ajoute que rien n'est jamais figé, surtout pas la culture, ce serait triste.

Comment ça se passe avec Joëlle Milquet ?

Vous savez, j'ai dû gérer à la Chambre 149 « ego » plus le mien. Donc, j'en ai vu d'autres ! Chacun a sa méthode, moi je gère ma boutique, je ne regarde pas dans la cuisine ou la chambre à coucher des autres. Chacun chez soi et les vaches sont bien gardées, comme dit la sagesse populaire. C'est vrai qu'elle a son tempérament, mais on a des points communs, on vient tous les deux du fédéral, on ne connaissait pas la Communauté. ■

Propos recueillis par
VÉRONIQUE LAMQUIN

ANALYSE

L'œil rivé sur le fédéral

André Flahaut le rappelle bien volontiers lorsqu'il se cherche un point commun avec Joëlle Milquet : jusqu'en juillet 2014, toute sa carrière était au fédéral. Un coin de son esprit et un morceau de son cœur y sont toujours. On l'avait déjà constaté voici tout juste un an, lorsqu'on avait réalisé sa première interview de

ministre du Budget et de la Fonction publique à la Communauté française. A l'époque, il venait à peine de quitter le perchoir de la Chambre et ne pouvait pas encore savoir que Charles Michel réussirait son pari suédois. Douze mois plus tard, le bureau de la place Surllet de Chokier est meublé et aménagé. André Flahaut, jovial et détendu, prend le temps d'évoquer tous les dossiers communautaires. Mais il ne se fait jamais prier pour dériver

sur les sujets fédéraux. Par esprit d'opposition à des décisions et des méthodes qui le choquent. Mais aussi par intérêt : la Défense revient souvent sur la table. Le soldat Flahaut se montre par ailleurs plus que jamais loyal aux siens. Il défend ses chefs, Rudy Demotte et, surtout, Elio Di Rupo. Lequel lui a toujours trouvé un casernement, même quand il s'y attendait moins. Un renvoi d'ascenseur...

V.L.A.

PS « Au fédéral, on frôle vraiment les pouvoirs spéciaux »

Rudy Demotte a fait fort sur le dossier de l'asile.

Une chose est sûre : on ne peut pas mettre en doute l'engagement humaniste et les convictions de solidarité de Rudy Demotte. Il y a aussi la dangerosité des réseaux sociaux. Moi, je lis ce qui s'y dit, je mets parfois un message mais je n'en relaie jamais. Mais ça, c'est l'accessoire. Vous savez, en 1995-99, on a traversé une crise de l'asile, j'avais la Régie des bâtiments dans mes attributions, j'ai parcouru la Belgique entière pour trouver des lieux. A chaque fois, on a engagé des négociations avec les autorités locales. On n'a jamais imposé d'autorité un plan comme ça. En plus, si j'ai bien compris, Theo Francken était en vacances. Quand il y a une crise comme ça, on n'est pas en vacances. Il devait être à l'Office des étrangers, aller voir lui-même les endroits où on va accueillir les gens, organiser les réunions sur site. Je crois vraiment que la réaction de Rudy Demotte portait sur la méthode brutale, non concertée.

Malheureusement, certains membres du gouvernement en font leur marque de fabrique, et la N-VA n'a pas l'exclusivité.

Qui visez-vous ?

Quand je vois la manière avec laquelle le ministre de la Mobilité traite les syndicats de la SNCB en négligeant la culture de l'entreprise, je crie casse-cou. Quand je vois la manière avec laquelle le ministre de l'Energie traite le Parlement, je trouve ça dange-

reux... Quand je vois que le président de la Chambre ne respecte pas tous les membres de l'assemblée, là, on frôle vraiment les pouvoirs spéciaux. L'opposition doit avoir le droit de s'exprimer.

Rudy Demotte, vu son expérience, devait se douter que son message allait être résumé en « pas de réfugié chez moi ». Pas top pour le PS.

Nous avons pour nous ce que nous avons fait à d'autres époques. Je trouve qu'on fait un mauvais procès au PS et à Rudy Demotte. Regardez plutôt ce que fait le gouvernement : on fait du chiffre en fermant des places et puis on se rend compte que les gens continuent à arriver, on rouvre des places, on redemande des moyens. C'est une gestion erratique, ce n'est pas une prévision à long terme. Ce n'est pas mieux dans d'autres départements. Par exemple, en Défense, il faudrait repartir d'une page blanche et oser autre chose plutôt que d'acheter peut-être des F35 qui seront dépassés quand on les recevra.

Oser autre chose, c'est ce que fait le gouvernement Michel ?

Il ose autre chose, mais pas pour progresser, pour reculer. J'ai lu votre interview de Marc Goblet. Il a très justement rappelé ce qu'était la Sécurité sociale. Aujourd'hui, on oublie ce qu'est la concertation sociale. On la réduit à une consultation plus ou moins suivie, où on vient annoncer ce qu'on va faire... Dans ces condi-

tions, il ne faut plus espérer de dialogue social constructif. Or, c'est ce qui fait notre force et c'est ce qui garantit la paix sociale dans notre pays. Aujourd'hui, y a-t-il encore une paix sociale dans notre pays ? J'ai un doute.

Vous pensez, comme Marc Goblet, que le gouvernement est en train de démanteler la Sécu ?

L'objectif de la N-VA, c'est de détruire les corps intermédiaires que sont les syndicats et les mutuelles. A partir de ce moment-là, la raison même de la Sécu, qui repose sur une gestion paritaire, cesse d'être. Et alors, la privatisation est à nos portes.

Le Parti socialiste n'est pas au mieux de sa forme... La preuve, Elio Di Rupo a changé son équipe...

C'est normal. En termes militaires, on appellerait ça un redéploiement.

Et le président, il ne faut pas le changer ?

On ne change pas nécessairement les vitrines pour retrouver le succès. Les nouveaux produits apparaissent puis disparaissent, les produits de base restent.

Elio Di Rupo est un produit de base ?

C'est en tout cas quelqu'un de solide et une valeur sûre. Il y a beaucoup de personnalités au parti mais il faut un pilote dans l'avion, c'est celui qu'il nous faut. ■

Propos recueillis par
V.La.